

## I. Situation internationale

### Inquiétudes sur les échanges mondiaux suites aux dernières sorties et mesures prises par l'administration Trump :

- Le Président américain s'oppose à la mise en œuvre aux Etats-Unis de l'accord mondial négocié par l'OCDE en 2021 en matière de fiscalité internationale
- Une politique fiscale américaine qui pourrait creuser l'écart de compétitivité entre l'UE et les Etats-Unis ; Un taux d'imposition préférentiel de 15 %, pour les entreprises fabriquant aux Etats-Unis, pourrait être accordé afin de favoriser le rapatriement des facteurs de production ; Des crédits d'impôt supplémentaires pour les entreprises investissant dans la production locale.

### Risque majeur de distorsion de concurrence au plan fiscal

**Imposition des droits de douanes sur les importations américaines.** Il y a quinze jours trois annonces fortes :

1. Proclamation sur l'acier et l'aluminium : annulation des différents accords de quotas tarifaires passés avec des tiers, dont l'UE, par l'administration Biden. Réinstauration d'un droit universel de 25 % sur l'acier et modification du droit sur les importations d'aluminium, qui passe à 25 % au lieu de 10 % initialement. Les droits entreront en vigueur le 12 mars.
2. Annonce de la mise en place future de droits de douane « réciproques »,
3. Annonce que des droits spécifiques sur les automobiles seraient publiés le 2

**Balance commerciale :** En 2024 97 milliards d'euros d'échanges entre la France et les Etats-Unis, quatrième client de la France. Chiffres Occitanie :

Palmarès des pays de destinations et d'origines pour la période T4-2023 au T3-2024

Exportations				Importations			
Pays de destination	Valeur (en millions d'euros)	part (%)	rang (rang antérieur*)	Pays d'origine	Valeur (en millions d'euros)	part (%)	rang (rang antérieur*)
Allemagne	6 087	12,3	1 (=)	Allemagne	7 310	19,2	1 (=)
Inde	4 591	9,3	2 (-2)	Espagne	6 089	16,0	2 (=)
Espagne	3 645	7,4	3 (=)	Etats-Unis	3 549	9,3	3 (-)
Etats-Unis	3 331	6,7	4 (-1)	Royaume-Uni	2 476	6,5	4 (-2)
Turquie	3 177	6,4	5 (-4)	Chine	2 037	5,4	5 (-)
Royaume-Uni	3 082	6,2	6 (=)	Italie	2 020	5,3	6 (+2)
Italie	2 982	6,0	7 (=)	Maroc	1 950	5,1	7 (=)
Chine	2 562	5,2	8 (+6)	Pays-Bas	1 149	3,0	8 (=)
Japon	1 391	2,8	9 (-5)	Belgique	1 055	2,8	9 (=)
Belgique	1 284	2,6	10 (-1)	Turquie	908	2,4	10 (-)
Arabie saoudite	1 003	2,0	11 (+3)	Pays indéterminés	706	1,9	11 (=)
Bésil	967	2,0	12 (+2)	Singapour	451	1,2	12 (-51)
Suisse	785	1,6	13 (-2)	Suisse	438	1,2	13 (-5)
Pays-Bas	759	1,5	14 (+1)	Portugal	435	1,1	14 (+2)
Taiwan	737	1,5	15 (-4)	Tunisie	397	1,0	15 (-2)
Autres	13 160	26,6		Autres	7 085	18,6	
<b>Total</b>	<b>49 543</b>	<b>100,0</b>		<b>Total</b>	<b>38 055</b>	<b>100,0</b>	

### Impact pour Airbus – attention au retour en force de Boeing

## II. Contexte européen

Pause de l'aide militaire américaine et incidents dans le bureau ovale amène l'Europe à se réinventer = **Emprunt à l'échelle européenne** pour accélérer le réinvestissement de l'Europe dans ses moyens militaires et soutenir l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie. Opportunité pour la France l'Occitanie et la Haute-Garonne, avec des acteurs de référence dans le domaine de la défense (Thalès, Safran, Airbus Defence and Space, etc.)

## III. Situation nationale

**Budget adopté mais qui fait peser de nouveaux impôts aux entreprises à hauteur de 13 milliards d'euros** alors qu'on devrait libérer la croissance pour réindustrialiser, résoudre les problèmes de trésorerie et permettre aux entreprises de rembourser les PGE.

Sur le terrain, cela se traduit par une rétention d'investissements vers d'autres zones géographiques, en particulier les Etats-Unis. Pendant que la France augmente le taux d'imposition sur les sociétés à 35,5%, l'administration américaine les descend à 15%.

On peut se féliciter d'avoir sauvegardé les réductions de charges pour les bas salaires et l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises. L'état ne se serre pas la ceinture.

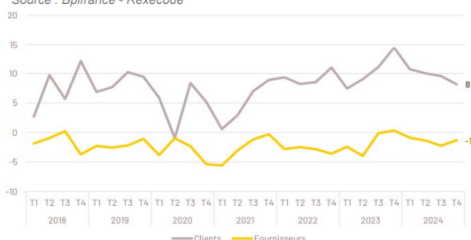
**L'emploi intérimaire diminue** : Au quatrième trimestre 2024, l'emploi intérimaire baisse de nouveau, et plus fortement qu'au trimestre précédent : -2,3 % après -0,8 % (soit -17 100 emplois après -5 700 emplois). L'emploi intérimaire se situe ainsi 6,0 % au-dessous de son niveau du quatrième trimestre 2023 (soit -45 600 emplois) et 8,3 % sous son niveau d'avant la crise sanitaire (soit -64 100 emplois).

Dans un contexte économique mondial morose, les entreprises françaises ont vu leurs  **carnets de commandes se réduire nettement**, notamment dans l'industrie et le bâtiment. Les délais de paiement ont suivi le même mouvement de dégradation.

En France, les **retards de paiement interentreprises se sont rallongés en 2024**. Ils sont aujourd'hui supérieurs à 13 jours au-delà du délai de paiement légal (30 jours). Le solde net d'opinion de dirigeants de TPEPME déclarant que les délais de paiement de leurs clients ont progressé reste à un niveau élevé.

#### Opinion des TPE-PME sur les délais de paiement de leurs clients et vis-à-vis de leurs fournisseurs<sup>1</sup>

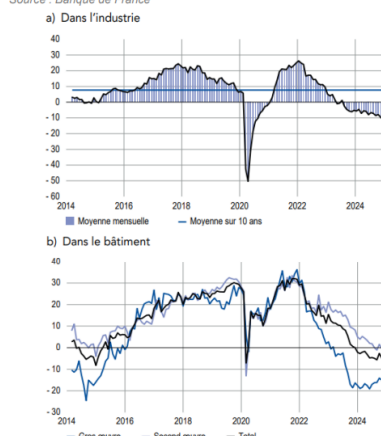
Source : Bpifrance - Rexecode



<sup>1</sup>Différence entre la proportion d'entreprises déclarant que les délais de paiement ont augmenté et celles qui jugent qu'ils sont en recul

#### Situation des carnets de commandes (soldes d'opinion<sup>2</sup>)

Source : Banque de France



<sup>2</sup>Différence entre la proportion d'entreprises estimant qu'il y a eu progression ou amélioration et celles qui jugent qu'il y a eu rétrécissement ou détérioration

Le nombre de **défaillances d'entreprises** en France sur un an (65 844 unités à fin janvier) est depuis plusieurs mois supérieur à sa moyenne d'avant-Covid (59.342 sur la période 2010-2019). Pendant la pandémie, ce nombre avait drastiquement chuté (autour de 28.000) en lien notamment avec les mesures de soutien.

## IV. Situation locale

La situation n'est pas rose pour nos entreprises ! Reportage de TF1 + Enquête de conjoncture Banque de France trop optimistes ?

**Enquête auprès de notre CA** : Attention aux marges, à la trésorerie et peu de perspectives de recrutement !

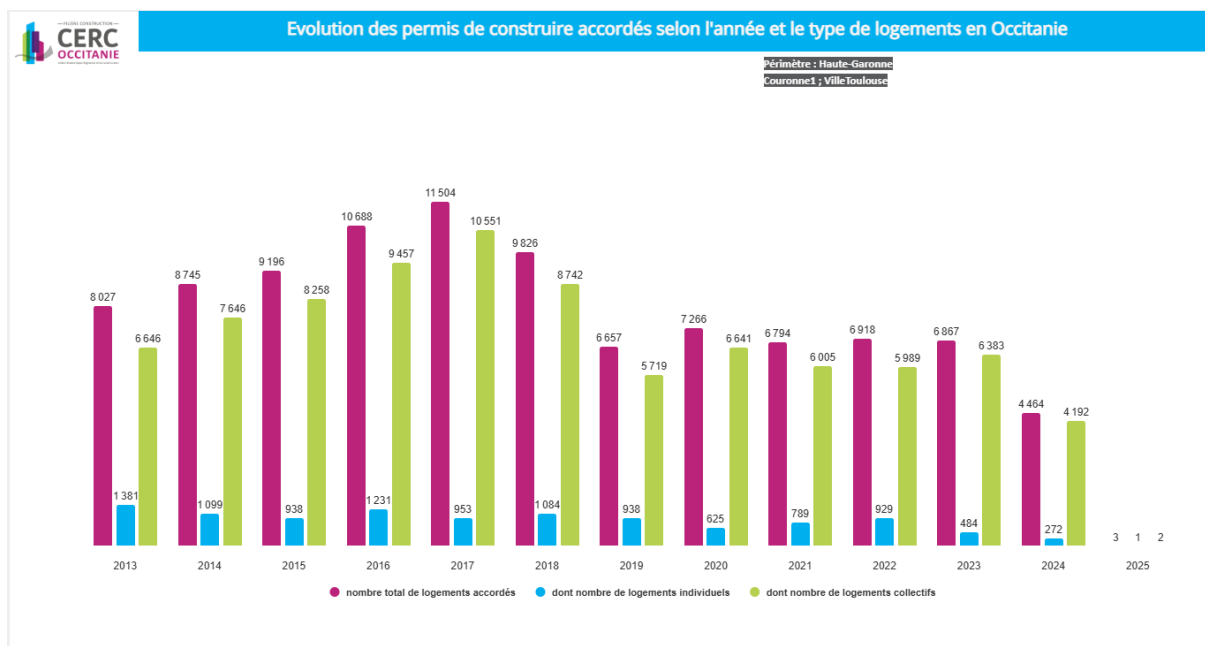
- CA 2023 vs CA 2024 : 44% diminution ; 44% augmentation ; 11% stabilité
- Marge avérée 2023 vs marge avérée 2024 : 40% en baisse ; 22 % stable ; 28% augmentation
- Niveau de trésorerie actuel : 50% faible ; 39% moyen ; 11% satisfaisant
- Carnet de commandes : 59 % insuffisant ; 18% moyen ; 24% satisfaisant
- Effectifs 2024 : 50% diminution ; 33 % stabilité ; 17% augmentation
- Perspectives de recrutement : 77% non ; 23% oui
- Moral très bas 3,8/10

## Chiffres du Tribunal de Commerce de Toulouse :

- 6100 affaires introduites 2024 vs 5221 en 2023
- 6017 affaires jugées 2024 vs 5024 en 2023

**Nombreux secteurs sont en difficultés** : évènementiel, HCR, traiteurs, transport, informatique, bâtiments. Le **plan lead ! d'Airbus** impacte de nombreuses entreprises dans plusieurs secteurs. C'est une chance d'avoir Airbus sur notre territoire et il faut les aider à gagner plus d'argent afin que l'ensemble du territoire en bénéficie. Nécessité de se diversifier vers d'autres secteurs : santé (évènement 16 octobre)

## Attention particulière à la construction de logements



**Infrastructures** : 3<sup>ème</sup> ville de France, en croissance, les infrastructures ne sont pas à la hauteur et n'avancent pas assez vite.

A69 – retour en force de la décroissance

ATB – courrier au ministre

LGV

Ligne C - conférence financement - VMR – gouvernance AOM

Jonction Est

Pont sur la Garonne

Tour Occitanie

## CONCLUSION :

RDV en juin prochain pour une nouvelle conférence de presse

Point sur le groupe de travail sur les municipales 2026

Espoir de la reprise des travaux de l'A69